

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*
Stukken van de Raad 587 (2003-2004) nrs. 1 en 2.
Volledig verslag, openbare vergadering van 4 december 2003.
Bespreking. — Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 14

[S - C - 2003/27788]

18 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 572/2003;

Vu le règlement (CE) n° 1392/2001 de la Commission du 9 juillet 2001 portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les modalités de transfert et de réallocation de quantités de référence;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application de celles-ci,

Vu la concertation entre les Régions qui ont les compétences dans le domaine de l'agriculture depuis le 1^{er} janvier 2002;

Vu l'urgence motivée par la nécessité que les producteurs puissent être informés au plutôt des modifications intervenues quant à leurs droits et obligations et que cette réglementation doit s'appliquer à la période de douze mois en cours ayant commencé le 1^{er} avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers sont apportées les modifications suivantes

1° le point 4° est remplacé par la disposition suivante : « 4° le Ministère : le Ministère de la Région wallonne; »;

2° le point 5° est remplacé par la disposition suivante : « 5° l'Administration : la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture, Ministère de la Région wallonne; »;

3° le point 14° est remplacé par la disposition suivante « 14° zone : le territoire de la Région wallonne. »;

4° au point 15°, 1^{er}, alinéa b), les mots « en ligne descendante » sont supprimés;

5° le point 15°, 1^{er}, alinéa d), est remplacé par la disposition suivante : « sans préjudice de l'application du point b), deuxième alinéa, durant cette période de neuf ans, le cessionnaire ne peut céder tout ou partie de l'exploitation à un autre producteur que pour autant que ce dernier, à son tour, remplisse, durant une nouvelle période de neuf ans, les mêmes conditions que son cédant, s'engage à respecter les mêmes obligations que son cédant et soit son parent ou allié au premier degré ou son parent collatéral au deuxième degré ou son conjoint.

Toutefois, durant cette période de neuf ans et sans préjudice des dispositions de l'article 10, le producteur-cessionnaire peut céder toutes les quantités de références et toutes les terres servant à la production laitière dont il disposait déjà au 31 mars 2003 à un producteur qui est son conjoint et qui disposait déjà de quantités de références au 31 mars 2003.

De même, durant cette période de neuf ans, lorsque le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques, parents ou alliés entre elles au premier degré, en cas de dissolution dudit groupement, les quantités de références et toutes les terres servant à la production laitière sont réparties et transférées aux membres de ce groupement suivant les dispositions de l'alinéa 2.

L'obligation du lien de parenté ou d'alliance au premier degré ou de parenté collatérale au deuxième degré ou de la qualité de conjoint n'est pas d'application :

1) lorsque le producteur-cessionnaire suite à une succession fait un transfert de l'exploitation concernée par la succession en qualité de cédant;

2) ou lorsque le cessionnaire, personne physique, cède toute l'exploitation à une société agricole dont il est le seul associé-gérant; »

6° au point 15°, 2^e alinéa, sont apportées les modifications suivantes :

- le point a) est remplacé par la disposition suivante : « a) le producteur-cédant est un groupement de personnes physiques, parents ou alliés entre elles au premier degré, dans les conditions prévues à l'alinéa 1^{er}, d), ou un groupement de personnes physiques apparentées entre elles collatéralement au second degré et le producteur-cessionnaire est l'un des membres de ce groupement; »

- un point c) est ajouté et stipulé comme suit. « c) le groupement, producteur-cédant, a préalablement à sa dissolution, établi une convention précisant les quantités de référence et les surfaces de terres servant à la production laitière dont chacun de ses membres conserve ou reprend la jouissance. »;

7° au point 16°, sont apportées les modifications suivantes :

- Au point a), alinéa 1^{er}, le point 4) remplacée par la disposition suivante : « durant cette période de neuf ans, le cessionnaire ne peut, sauf en cas de force majeure, céder tout ou partie de l'exploitation à un autre producteur.

Toutefois, durant cette période de neuf ans et sans préjudice des dispositions de l'article 10, le producteur-cessionnaire peut céder toutes les quantités de références et toutes les terres servant à la production laitière dont il disposait déjà au 31 mars 2003 à un producteur qui est son conjoint et qui disposait déjà de quantités de références au 31 mars 2003.

De même, durant cette période de neuf ans, lorsque le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques, parents ou alliés entre elles au premier degré, en cas de dissolution dudit groupement, les quantités de références et toutes les terres servant à la production laitière sont réparties et transférées aux membres de ce groupement suivant les dispositions de l'alinéa 2. »;

- Au point a), alinéa 1^{er}, le point 5) est remplacé par la disposition suivante : « Sans préjudice des dispositions du point 4), durant cette même période, le cessionnaire ne peut exploiter d'autres unités de production, ni d'autres terres servant à la production laitière, que celles faisant partie de l'exploitation créée, sauf en cas d'application de l'article 9, § 1^{er}, deuxième alinéa, deuxième tiret. »;

- Au point a), le 2^e alinéa est remplacé par la disposition suivante : « Toutefois, le transfert des terres de l'exploitation peut être partiel pour autant que les conditions suivantes soient également satisfaites

1) le producteur-cédant est un groupement de personnes physiques, parents ou alliés entre elles au premier degré, dans les conditions prévues au point a), alinéa 1^{er}, 4), ou un groupement de personnes physiques apparentées entre elles collatéralement au second degré et le producteur-cessionnaire est l'un des membres de ce groupement. En outre les conditions de l'article 1^{er}, point 15°, deuxième alinéa, sont satisfaites;

2) le reste de l'exploitation fait l'objet à la même date d'une reprise conformément à l'article 1^{er}, point 15°;

3) durant la période de neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence, le cessionnaire ne peut exploiter d'autres unités de production laitière, à l'exception de terres servant à la production laitière, que celle faisant partie de l'exploitation créée, sans préjudice des dispositions du point a), 4). »

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, au troisième alinéa, le point 1° est complété par la disposition suivante :

« Toutefois, en cas de libération de tout ou partie des quantités de référence telle que prévue à l'article 15, la demande pour obtenir une modification définitive ou l'établissement définitif de quantités de référence à libérer peut être introduite jusqu'au 30 novembre de la période concernée. »;

2° le § 2 est supprimé.

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- au § 1^{er}, la deuxième phrase est remplacée par la disposition suivante : « A partir du ter avril 2003, ces producteurs doivent avoir toutes leurs unités de production laitière situées dans la zone. »;
- au § 2, deuxième alinéa, le point 3° est supprimé.

Art. 4. Dans l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes

1° au point 2°, les mots « et/ou 16° » sont insérés entre les mots « point 15° » et « , durant la période de neuf ans » et les mots « ou le conjoint » sont insérés entre « premier degré descendant » et « du producteur-cédant »;

2° au début du point 3° sont ajoutés les mots « Sans préjudice des conditions particulières prévues dans l'article 1^{er}, points 15° et 16°, »;

3° les points 6° et 7° sont supprimés.

Art. 5. Dans l'article 6, au § 1^{er}, les mots « sans préjudice des articles 5, 9 et 10 du présent arrêté » sont remplacés par « sans préjudice des conditions particulières prévues à l'article 1^{er}, points 15° et 16°, et aux articles 5, 9, 10 du présent arrêté ».

Art. 6. Dans l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « § 1^{er}. Des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, visé aux articles 5 et 13, hormis en cas de reprise ou de création d'exploitation, 90% sont ajoutées à la réserve nationale lorsque ce transfert s'opère, entre producteurs qui ne sont ni parents ni alliés au premier degré, ni parents collatéraux au second degré, ni conjoints.

Toutefois, cette disposition ne trouve pas à s'appliquer lorsque le transfert s'opère au profit d'un groupement de deux personnes physiques tels que défini à l'article 1^{er}, 7°, c), dont le plus jeune est âgé de moins de 35 ans au 1^{er} avril suivant la période en cours et a, préalablement à ce transfert

- soit procédé à la reprise de l'exploitation d'un parent ou allié au 1^{er} degré au sens de l'article 1^{er}, 15°, avec reprise de la totalité des terres servant à la production laitière du cédant, en constituant un groupement avec son cédant, parent ou allié au 1^{er} degré;

- soit procédé à une création d'exploitation au sens de l'article 1^{er}, 16°, en reprenant, avec un parent ou allié au 1^{er} degré, la totalité des terres servant à la production laitière du cédant qui est ce parent ou allié au 1^{er} degré. »;

2° au § 2, 1°, a), les mots « ou de parenté collatérale au second degré ou la qualité de conjoint » sont insérés entre les mots « ou d'alliance au premier degré » et les mots « doit exister »;

3° le § 2, 1°, b) est complété par les mots « ou avoir la qualité de conjoint »;

4° au § 2, 2°, les mots « ou un lien de parenté collatérale au second degré ou la qualité de conjoint » sont insérés entre les mots « au premier degré » et les mots « doit exister »;

5° au § 2, 2°, le point a) est complété par les mots « ou avoir la qualité de conjoint »;

6° au § 2, 2°, alinéa 2, les mots « une personne morale autre que la société agricole, » sont supprimés;

7° au § 3 sont apportées les modifications suivantes

- Au point 3° sont ajoutés les mots suivants: « sans préjudice des conditions particulières prévues à l'article 1^{er}, points 15° et 16° ».

- Au point 5° est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit: « Lorsque le producteur-cédant et le producteur-cessionnaire des terres transférées sont parents ou alliés au premier degré ou ont la qualité de conjoint, le retour à la réserve nationale de 90 % de la quantité de référence correspondante, prévue au premier alinéa, ne s'applique pas. »

Art. 7. Dans l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « ou entre parents collatéraux au second degré ou entre conjoints » sont insérés entre les mots « ou alliés au premier degré » et les mots « qui ne tombent pas »;

2° au § 2 est ajouté un point 3° stipulé comme suit : « 3° Si le producteur-cessionnaire est constitué d'un groupement de personnes physiques constitué de deux époux tels que défini à l'article 1^{er}, 7°, d), le plafond est limité à 520.000 litres. »;

3° au § 3, les mots « ou parents collatéraux au second degré ou conjoints » sont insérés entre les mots au « premier degré » et « et satisfont ».

Art. 8. Dans l'article 11, les §§ 2 et 3 sont supprimés.

Art. 9. Dans l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- au § 1^{er}, point 2°, est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Quel que soit le régime d'aide géré par l'Administration, en cas de paiement indu, tout montant à récupérer auprès d'un producteur, ainsi que ses intérêts, peuvent être portés en déduction de toute indemnité due au producteur à titre de libération ».

- au § 1^{er}, 4°, la deuxième phrase est remplacée par la disposition suivante: « Le producteur-cédant doit avoir toutes ses unités de production laitière situées dans la zone. La quantité de référence est libérée dans cette zone. »;

- au § 1^{er}, 5°, la deuxième phrase est remplacée par la disposition suivante : « Un producteur ne peut entrer en ligne de compte pour une réallocation que si toutes ses unités de production sont situées dans la zone. »;

- au § 1^{er}, 6°, les mots « zone d'appartenance de sa quantité de référence » sont remplacés par les mots « zone où se situent toutes ses unités de production laitière ».

Art. 10. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Toute quantité de référence attribuée à un producteur qui durant toute une période n'a pas commercialisé du lait ou d'autres produits laitiers est affectée à la réserve nationale, après expiration de la période concernée.

Le délai dans lequel le producteur doit reprendre la production laitière afin de se voir réattribuer sa quantité de référence, est fixé au 31 mars de la période qui suit la période au cours de laquelle le producteur n'a pas commercialisé du lait ou des produits laitiers. »

Art. 11. Les articles 18 et 21 du même arrêté sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 20, au § 4, est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Le cas échéant, l'Administration peut opérer une compensation avec toute indemnité due au producteur qui a libéré tout ou partie de sa quantité de référence en application de l'article 15, § 1^{er}. »

Art. 13. Dans l'article 25, à la fin du second alinéa, sont ajoutés les mots suivants « sans préjudice des conditions particulières prévues à l'article 1^{er}, points 15° et 16°, et de l'article 9, § 1^{er}. »

Art. 14. Un article 27 est ajouté au même arrêté stipulé comme suit : « Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} avril 2003, à l'exception de l'article 14 qui produit ses effets au 1^{er} avril 2002.

Art. 16. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le 18 septembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 14

[S - C - 2003/27788]

18. SEPTEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 des Rates vom 28. Dezember 1992 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 572/2003,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1392/2001 der Kommission vom 9. Juli 2001 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 des Rates über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

In der Erwägung, dass die Durchführungsbestimmungen für die Übertragung und die Neuzuweisung von Referenzmengen zu regeln sind;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionen, die seit dem 1. Januar 2002 auf dem Gebiet der Landwirtschaft zuständig sind;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet ist, dass die Erzeuger so schnell wie möglich über die Änderungen auf dem Gebiet ihrer Rechte und Pflichten zu informieren sind, und dass die betreffende Regelung auf einen Zeitraum von zwölf Monaten anzuwenden ist, der am 1. April 2003 begonnen hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten; Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse wird wie folgt abgeändert:

1° Punkt 4° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "4° das Ministerium: das Ministerium der Wallonischen Region;"

2° Punkt 5° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "die Verwaltung: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region;"

3° Punkt 14° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "die Zone: das Gebiet der Wallonischen Region;"

4° Unter Punkt 15°, b) wird der Wortlaut "in absteigender Linie" gestrichen,

5° Punkt 15°, d) wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "unbeschadet der Anwendung von Punkt b), Absatz 2 ist dem Übernehmer während dieses Zeitraums von neun Jahren nicht erlaubt, den gesamten Betrieb oder einen Teil davon auf einen anderen Erzeuger zu übertragen, es sei denn, dieser Erzeuger erfüllt seinerseits während eines neuen Zeitraums von neun Jahren die gleichen Bedingungen wie der Überlasser und verpflichtet sich, die gleichen Auflagen wie der Überlasser zu erfüllen und er ist mit diesem entweder im ersten Grad verwandt oder verschwägert, oder er ist im zweiten Grad in der Seitenlinie mit ihm verwandt oder aber er ist sein Ehepartner.

Während dieses Zeitraums von neun Jahren und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 10 ist der übernehmende Erzeuger jedoch berechtigt, alle Referenzmengen und alle für die Milchproduktion bestimmten Ländereien, die er bereits am 31. März 2003 besaß, einem Erzeuger zu überlassen, der sein Ehepartner ist und der zum 31. März 2003 bereits über Referenzmengen verfügte.

Handelt es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind, so werden zudem während dieses Zeitraums von neun Jahren im Falle der Auflösung dieser Vereinigung die Referenzmengen und alle für die Milchproduktion bestimmten Ländereien aufgeteilt und gemäß den Bestimmungen von Absatz 2 auf die Mitglieder dieser Vereinigung übertragen.

Die Verpflichtung, im ersten Grad verwandt oder verschwägert zu sein, im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt zu sein, oder die Eigenschaft des Ehepartners zu besitzen, ist nicht anwendbar:

1) wenn der übernehmende Erzeuger im Rahmen einer Erbschaft den durch diese Erbschaft betroffenen Betrieb in der Eigenschaft als Überlasser überträgt;

2) oder wenn der Übernehmer als natürliche Person den gesamten Betrieb auf eine landwirtschaftliche Gesellschaft überträgt, deren einziger geschäftsführende Gesellschafter er ist.

6° Punkt 15°, Absatz 2 wird wie folgt abgeändert:

- Punkt a) wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "a) bei dem überlassenden Erzeuger handelt es sich um eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind und die in Absatz 1, d) angeführten Bedingungen erfüllen, oder eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt sind und bei dem übernehmenden Erzeuger handelt es sich um ein Mitglied dieser Vereinigung;"

- Ein Punkt c) mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt: "c) die Vereinigung hat in ihrer Eigenschaft als überlassender Erzeuger vor ihrer Auflösung eine Vereinbarung ausgearbeitet, aus der hervorgeht, welche Referenzmengen und welche für die Milchproduktion bestimmten Ländereien jedes ihrer Mitglieder jeweils behält oder in Zukunft nutzen wird."

7° Punkt 16° wird wie folgt abgeändert:

- Unter Punkt a), Absatz 1, wird Punkt 4) durch folgende Bestimmung ersetzt: "Außer in Fällen höherer Gewalt ist es dem Übernehmer während dieses Zeitraums von neun Jahren untersagt, den Betrieb ganz oder teilweise auf einen anderen Erzeuger zu übertragen. Während dieses Zeitraums von neun Jahren und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 10 ist der übernehmende Erzeuger jedoch berechtigt, alle Referenzmengen und alle für die Milchproduktion bestimmten Ländereien, die er bereits am 31. März 2003 besaß, einem Erzeuger zu überlassen, der sein Ehepartner ist und der zum 31. März 2003 bereits über Referenzmengen verfügte."

Handelt es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind, so werden zudem während dieses Zeitraums von neun Jahren im Falle der Auflösung dieser Vereinigung die Referenzmengen und alle für die Milchproduktion bestimmten Ländereien aufgeteilt und gemäß den Bestimmungen von Absatz 2 auf die Mitglieder dieser Vereinigung übertragen.;"

- Unter Punkt a), Absatz 1, wird Punkt 5) durch folgende Bestimmung ersetzt: "Unbeschadet der Bestimmungen von Punkt 4) ist es dem Übernehmer während des genannten Zeitraums nicht erlaubt, andere Produktionseinheiten und andere Ländereien, die für die Milchproduktion bestimmt sind, zu bewirtschaften, als jene die Teil des gegründeten Betriebs sind, es sei denn, Artikel 9, § 1, Absatz 2, zweiter Gedankenstrich findet Anwendung.;"

- Unter Punkt a) wird der zweite Absatz durch folgende Bestimmung ersetzt: "Die Ländereien des Betriebs können jedoch auch teilweise übertragen werden, insofern folgende Bedingungen ebenfalls erfüllt werden:

1) bei dem überlassenden Erzeuger handelt es sich um eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind und die in Punkt a), Absatz 1, 4) angeführten Bedingungen erfüllen, oder eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt sind und bei dem übernehmenden Erzeuger handelt es sich um ein Mitglied dieser Vereinigung. Zudem sind die in Artikel 1, 15°, Absatz 2 angeführten Bedingungen erfüllt;

2) der restliche Teil des Betriebs ist am gleichen Datum Gegenstand einer Übernahme gemäß Artikel 1, 15°;

3) Unbeschadet der Bestimmungen von Punkt a), 4) ist es dem Übernehmer während des Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge nicht erlaubt, andere Produktionseinheiten, mit Ausnahme der Ländereien, die für die Milchproduktion bestimmt sind, zu bewirtschaften, als jene die Teil des gegründeten Betriebs sind."

Art. 2 - Artikel 3 des genannten Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Unter § 1, Absatz 3 wird Punkt 1° durch folgende Bestimmung ergänzt:

"Im Falle einer Freigabe der gesamten Referenzmenge oder eines Teils davon, wie sie in Artikel 15 vorgesehen ist, kann der Antrag, der darauf abzielt, eine endgültige Abänderung oder die endgültige Festlegung der freizugebenden Referenzmengen zu erwirken, bis am 30. November des betreffenden Zeitraums eingereicht werden;"

2° § 2 wird gestrichen.

Art. 3 - Artikel 4 des genannten Erlasses wird wie folgt abgeändert:

- Unter § 1 wird der zweite Satz durch folgende Bestimmung ersetzt: "Ab dem 1. April 2003 müssen alle Milchproduktionseinheiten dieser Erzeuger in der Zone gelegen sein."

- Unter § 2, Absatz 2 wird Punkt 3° gestrichen.

Art. 4 - Artikel 5 des genannten Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Unter Punkt 2° wird der Wortlaut "und/oder 16°" zwischen den Wortlaut "Punkt 15°" und den Wortlaut "während des Zeitraums von neun Jahren" eingefügt sowie der Wortlaut "oder sein Ehepartner ist" nach dem Wortlaut "verwandt oder verschwägert ist";

2° Punkt 3° wird wie folgt abgeändert: "Unbeschadet der in Artikel 1, Punkt 15° und 16° angeführten Sonderbedingungen kann der überlassende Erzeuger während des laufenden Zeitraums sowie während der zwei darauffolgenden Zeiträume keine Übertragung von Referenzmengen in der Eigenschaft als Übernehmer durchführen, außer in den nachstehend angeführten Fällen";

3° Die Punkte 6° und 7° werden gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 6 wird unter § 1 der Wortlaut "unbeschadet der Artikel 5, 9 und 10 des vorliegenden Erlasses" durch den Wortlaut "unbeschadet der in Artikel 1, Punkt 15° und 16° sowie der in den Artikeln 5, 9 und 10 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Sonderbedingungen".

Art. 6 - Artikel 9 des genannten Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "§ 1. Von jenen Referenzmengen, die Gegenstand einer Übertragung gemäß den Artikeln 5 und 13 sind oder waren, mit Ausnahme der Übernahme oder der Gründung eines Betriebs, werden 90% der nationalen Reserve zugeführt, wenn diese Übertragung Erzeuger betrifft, die weder im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind, noch im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt sind, noch Ehepartner sind.

Diese Bestimmung findet keine Anwendung, wenn die Übertragung zugunsten einer Vereinigung von zwei natürlichen Personen gemäß Artikel 1, 7°, c) durchgeführt wird, deren jüngstes Mitglied am 1. April nach dem laufenden Zeitraum das Alter von 35 Jahren noch nicht erreicht hat und der vor dieser Übertragung:

- entweder gemäß Artikel 1, 15° den Betrieb von einem Erzeuger übernommen hat, mit dem er im ersten Grad verwandt oder verschwägert ist, einschließlich der Übernahme aller für die Milchproduktion bestimmten Ländereien des Überlassers, indem er mit seinem Überlasser, mit dem er im ersten Grad verwandt oder verschwägert ist, eine Vereinigung bildet;

- oder gemäß Artikel 1, 16° einen Betrieb gegründet hat, indem er mit einer im ersten Grad verwandten oder verschwägerten Person alle für die Milchproduktion bestimmten Ländereien des Überlassers übernimmt, bei dem es sich um diese im ersten Grad verwandte oder verschwägerte Person handelt.;"

2° Unter § 2, 1°, a) wird der Wortlaut "oder eine Verwandtschaft zweiten Grades oder die Eigenschaft eines Ehepartners" zwischen den Wortlaut "oder Verschwägerung ersten Grades" und den Wortlaut "muss wenigstens" eingefügt;

3° § 2, 1°, b) wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "oder die Eigenschaft eines Ehepartners besitzen";

4° Unter § 2, 2° wird der Wortlaut "oder eine Verwandtschaft zweiten Grades oder die Eigenschaft eines Ehepartners" zwischen den Wortlaut "ersten Grades" und den Wortlaut "bestehen" eingefügt;

5° Unter § 2, 2° wird Punkt a) durch folgenden Wortlaut ersetzt: "oder die Eigenschaft eines Ehepartners besitzen";

6° Unter § 2, 2°, b, Absatz 2 wird der Wortlaut "eine andere juristische Person als die landwirtschaftliche Gesellschaft ist," gestrichen. Zudem wird dieser Absatz durch das Verb "ist" ergänzt.

7° § 3 wird wie folgt abgeändert:

- Punkt 3° wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "unbeschadet der in Artikel 1, Punkt 15° und 16° vorgesehenen Sonderbedingungen".

- Punkt 5° wird durch einen dritten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Wenn der überlassende Erzeuger und der übernehmende Erzeuger der übertragenen Ländereien im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind oder die Eigenschaft eines Ehepartners besitzen, ist die in Absatz 1 angeführte Rückführung in die nationale Reserve von 90% der entsprechenden Referenzmenge nicht anwendbar."

Art. 7 - Artikel 10 des genannten Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Unter § 1 wird der Wortlaut "oder zwischen Verwandten zweiten Grades in der Seitenlinie oder zwischen Ehepartnern" zwischen den Wortlaut "im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind" und den Wortlaut "und die sich nicht in einem der in Artikel 9, § 3 angeführten Fälle befinden" eingefügt.

2° Unter § 2 wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt: "3° Wenn es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine Vereinigung von natürlichen Personen handelt, die gemäß Artikel 1, 7° d) aus zwei Ehepartnern besteht, beträgt die Höchstmenge 520 000 Liter";

3° Unter § 3 wird der Wortlaut "oder Verwandte zweiten Grades in der Seitenlinie oder Ehepartner" zwischen den Wortlaut "verwandt oder verschwägert" und den Wortlaut "sind" eingefügt.

Art. 8 - In Artikel 11 werden § 2 und § 3 gestrichen.

Art. 9 - Artikel 15 des genannten Erlasses wird wie folgt abgeändert:

- § 1, Punkt 2° wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Unabhängig von der Beihilferegelung, die von der Verwaltung organisiert wird, können im Falle einer ungeschuldeten Zahlung sowohl die von einem Erzeuger einzufordernden Beträge als auch dessen Zinsen von jeglicher Vergütung abgezogen werden, die dem Erzeuger für eine Freigabe gewährt wird".

- Unter § 1, 4° wird der zweite Satz durch folgende Bestimmung ersetzt: "Alle Milchproduktionseinheiten des überlassenden Erzeugers müssen sich in der Zone befinden. Die Referenzmenge wird in dieser Zone freigegeben.";

- Unter § 1, 5° wird der zweite Satz durch folgende Bestimmung ersetzt: "Ein Erzeuger kann nur dann bei einer Neuaufteilung berücksichtigt werden, wenn sich seine gesamten Produktionseinheiten in der Zone befinden.";

- Unter § 1, 6° wird der Wortlaut "Zugehörigkeitszone seiner Referenzmenge" durch den Wortlaut "Zone, in der sich seine gesamten Produktionseinheiten befinden" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 17 des genannten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Jede Referenzmenge, die einem Erzeuger gewährt worden ist, der während eines gesamten Zeitraums keine Milch oder sonstige Milcherzeugnisse vermarktet hat, wird nach Ablauf der betreffenden Periode der nationalen Reserve zugeführt.

Die äußerste Frist, innerhalb deren ein Erzeuger wieder Milch produzieren muss, damit ihm erneut seine Referenzmenge gewährt werden kann, ist auf den 31. März des Zeitraums, der auf den Zeitraum folgt, während dem der Erzeuger keinerlei Milch oder Milcherzeugnisse vermarktet hat, festgelegt."

Art. 11 - Die Artikel 18 und 21 des genannten Erlasses werden aufgehoben.

Art. 12 - Artikel 20, § 4 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Gegebenenfalls kann die Verwaltung einen Ausgleich mit jeglicher dem Erzeuger, der in Anwendung von Artikel 15, § 1 seine gesamte Referenzmenge oder einen Teil davon freigegeben hat, gewährten Vergütung durchführen."

Art. 13 - Artikel 25, Absatz 2 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "unbeschadet der in Artikel 1, Punkt 15° und 16° und in Artikel 9, § 1 vorgesehenen Sonderbedingungen."

Art. 14 - Der genannte Erlass wird durch einen Artikel 27 ergänzt, der wie folgt lautet: "Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt".

Art. 15 - Der vorliegende Erlass wird am 1. April 2003 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 14 der am 1. April 2002 wirksam wird.

Art. 16 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. September 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 14

[S - C - 2003/27788]

18 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001,

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3950/92 van de Raad van 28 december 1992 tot instelling van een extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd bij verordening (EEG) nr. 572/2003;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 1392/2001 van de Commissie van 9 juli 2001 houdende uitvoering van de verordening (EEG) nr. 3950/92 van de Raad tot instelling van een extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996; Overwegende dat de wijze voor de overdracht en de herverdeling van de referentiehoeveelheden geregeld dient te worden;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving of in geval van vertraging in de uitvoering van de betrokken regelgevingen of bij slechte toepassing daarvan;

Gelet op het overleg tussen de Gewesten die vanaf 1 januari 2002 bevoegd zijn inzake landbouw;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de producenten zo spoedig mogelijk op de hoogte moeten worden gebracht van de wijzigingen betreffende hun rechten en verplichtingen en dat die regelgeving van toepassing moet zijn op de lopende periode van twaalf maanden die inging op 1 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Angelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt gewijzigd als volgt : "4° het Ministerie : het Ministerie van het Waalse Gewest;"

2° punt 5° wordt gewijzigd als volgt : "5° het Bestuur : de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw, Ministerie van het Waalse Gewest,"

3° punt 14° wordt gewijzigd als volgt : "14° zone : het grondgebied van het Waalse Gewest".;

4° in punt 15°, eerste lid, b), worden de woorden "in neergaande lijn" geschrapt;

5° punt 15°, eerste lid, d), wordt gewijzigd als volgt : "gedurende deze periode van negen jaar mag de overnemer, onverminderd punt b), tweede lid, slechts het gehele bedrijf of een gedeelte ervan overlaten aan een andere producent, voorzover deze laatste op zijn beurt tijdens een periode van negen jaar aan dezelfde voorwaarden voldoet als zijn overlater, zich ertoe verbindt dezelfde verplichtingen na te leven als zijn overlater, en zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is.

Gedurende deze periode van negen jaar en onverminderd de bepalingen van artikel 10, mag de producent-overnemer alle referentiehoeveelheden en alle gronden gebruikt voor melkproductie waarover hij op 31 maart 2003 al beschikte, echter overlaten aan een producent die zijn echtgenoot is en die op 31 maart 2003 al over referentiehoeveelheden beschikte.

Op dezelfde wijze, gedurende die periode van negen jaar, als de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is die onderling bloed- of aanverwant in de eerste graad zijn, in geval van ontbinding van genoemde groepering, worden de referentiehoeveelheden en alle gronden gebruikt voor melkproductie verdeeld en overgedragen aan de leden van die groepering volgens de bepalingen van het tweede lid.

De verplichting van bloed- of aanverwantschap in de eerste graad of van bloedverwantschap in de zijlinie en tweede graad geldt niet :

1) wanneer de producent-overnemer ingevolge een erfenis een overdracht van het bedrijf betrokken bij de erfenis uitvoert als overlater;

2) of wanneer de overnemer als natuurlijk persoon het hele bedrijf overlaat aan een landbouwvennootschap waarvan hij de enige beherend vennoot is;"

6° in punt 15°, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- punt a) wordt gewijzigd als volgt : "a) de producent-overlater is een groepering van natuurlijke personen, onderling bloed- of aanverwant in de eerste graad, onder de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, d), of een groepering van natuurlijke personen die onderling bloedverwant zijn in de zij linie en tweede graad en de producent-overnemer is één van de leden van deze groepering;"

- een punt c) wordt ingevoegd, luidend als volgt : "c) de groepering, producent-overlater, heeft vóór haar ontbinding een overeenkomst opgemaakt waarin de referentiehoeveelheden alsook de grondoppervlakten gebruikt voor melkproductie waarvan elk lid het genot behoudt of overneemt, staan vermeld."

7° in punt 16°, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in punt a), eerste lid, punt 4) wordt gewijzigd als volgt : "behoudens in geval van overmacht, mag de overnemer, tijdens deze periode van negen jaar, het gehele bedrijf of een gedeelte ervan niet aan een andere producent overlaten.

Gedurende deze periode van negen jaar en onverminderd de bepalingen van artikel 10, mag de producent-overnemer alle referentiehoeveelheden en alle gronden gebruikt voor melkproductie waarover hij op 31 maart 2003 al beschikte, echter overlaten aan een producent die zijn echtgenoot is en die op 31 maart 2003 al over referentiehoeveelheden beschikte.

Op dezelfde wijze, gedurende die periode van negen jaar, als de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is, die onderling bloed- of aanverwant in de eerste graad zijn, in geval van ontbinding van genoemde groepering, worden de referentiehoeveelheden en alle gronden gebruikt voor melkproductie verdeeld en overgedragen aan de leden van die groepering volgens de bepalingen van het tweede lid.;"

- in punt a), eerste lid, wordt punt 5) gewijzigd als volgt : "Onverminderd de bepalingen van punt 4), gedurende deze zelfde periode mag de overnemer geen andere productie-eenheden uitbaten, noch andere gronden gebruikt voor de melkproductie, dan deze die deel uitmaakten van het opgerichte bedrijf, behalve bij toepassing van artikel 9, § 1, tweede lid, tweede streepje.;"

- in punt a), wordt het tweede lid gewijzigd als volgt : "De overdracht van gronden van het bedrijf kan evenwel gedeeltelijk zijn voorzover de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1) de producent-overlater is een groepering van natuurlijke personen, onderling bloed- of aanverwant in de eerste graad, onder de voorwaarden bedoeld in punt a), eerste lid, 4), of een groepering van natuurlijke personen, onderling bloedverwant in de zijlinie en de tweede graad, en de producent-overnemer is één van de leden van deze groepering. Bovendien worden de voorwaarden bedoeld in artikel 1, punt 15°, tweede lid, vervuld;

2) de rest van het bedrijf wordt op dezelfde datum overgenomen, overeenkomstig artikel 1, punt 15°;

3) gedurende de periode van negen jaar vanaf de datum van overdracht van de referentiehoeveelheid mag de overnemer geen andere melkproductie-eenheden uitbaten, met uitzondering van de gronden gebruikt voor de melkproductie, dan deze die deel uitmaakten van het opgerichte bedrijf, onverminderd de bepalingen van punt a), 4)."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° in § 1, derde lid, wordt punt 1° aangevuld als volgt :

"In geval van vrijmaking van het geheel of een gedeelte van de referentiehoeveelheden, zoals bedoeld in artikel 15, mag de aanvraag tot definitieve wijziging of definitieve vestiging van de vrij te maken referentiehoeveelheden echter worden ingediend tot 30 november van de betrokken periode.;"

2° § 2 wordt geschrapt.

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in § 1, wordt de tweede zin vervangen door de volgende bepaling : "Vanaf 1 april 2003 moeten alle melkproductie-eenheden van die producenten in de zone liggen.;"

- in § 2, tweede lid, wordt punt 3° geschrapt.

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, worden de woorden "en/of 16°" ingevoegd tussen de woorden "punt 15°, g" en "voorzover" en worden de woorden "of de echtgenoot" ingevoegd tussen "en neergaande lijn" en "van de producent-overdrager.;"

2° het begin van punt 3° wordt gewijzigd als volgt : "Onverminderd de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 1, punten 15° en 16°, mag de producent-overlater gedurende", 3° punten 6° en 7° worden geschrapt.

Art. 5. In artikel 6, § 1, worden de woorden "onverminderd de artikelen 5, 9 en 10 van dit artikel" vervangen door "onverminderd de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 1, punten 15° en 16°, en in de artikelen 5, 9, 10 van dit besluit".

Art. 6. In artikel 9 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1°, § 1 wordt gewijzigd als volgt : "§ 1. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht, zoals bedoeld in de artikelen 5 en 13, en die buiten het geval van overname of oprichting van een bedrijf vallen, wordt 90 % toegevoegd aan de nationale reserve wanneer de overdracht gebeurt tussen producenten die noch bloedverwanten noch aanverwanten in de eerste graad noch bloedverwanten in de zijlinie en de tweede graad noch echtgenoten zijn.

Deze bepaling is echter niet van toepassing wanneer de overdracht wordt uitgevoerd ten bate van een groepering van twee natuurlijke personen zoals bepaald in artikel 1, 7°, c), waarvan het jongste lid minstens 35 jaar oud is op 1 april volgend op de lopende periode en, vóór die overdracht :

- hetzij het bedrijf heeft overgenomen van een bloed- of aanverwant in de eerste graad in de zin van artikel 1, 15°, door de overname van het geheel van de gronden gebruikt voor de melkproductie van de overlater, door een groepering op te richten met zijn overlater, bloed- of aanverwant in de eerste graad;

- hetzij een bedrijf heeft opgericht in de zin van artikel 1, 16°, door de overname, met een bloed- of aanverwant in de eerste graad, van het geheel van de gronden gebruikt voor de melkproductie van de overlater, die genoemde bloed- of aanverwant is.;"

2° in § 2, 1°, a), worden de woorden "of bloedverwantschap in de zijlinie en tweede graad of de hoedanigheid van echtgenoot" ingevoegd tussen de woorden "aanverwantschap in de eerste graad" en "moet minstens bestaan";

3° § 2, 1°, b), wordt aangevuld met de woorden "of de hoedanigheid van echtgenoot hebben;"

4° in § 2, 2°, worden de woorden "of bloedverwantschap in de zijlinie en tweede graad of de hoedanigheid van echtgenoot" ingevoegd tussen de woorden "in de eerste graad" en "bestaan";

5° in § 2, 2°, wordt punt a) aangevuld met de woorden "of de hoedanigheid van echtgenoot hebben;"

6° § 2, 2°, tweede lid, wordt gewijzigd als volgt: "ofwel de overnemer een groepering van rechts- of natuurlijke personen is.;"

7° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in punt 3° worden de volgende woorden aangebracht: "onverminderd de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 1, punten 15° en 16°";

- in punt 5° wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Als de producent-overlater en de producent-overnemer van de overgedragen gronden bloed- of aanverwant in de eerste graad zijn of de hoedanigheid van echtgenoot hebben, is de afname voor de nationale reserve van 90 % van de overeenstemmende referentiehoeveelheid, bedoeld in het eerste lid, niet van toepassing."

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "of tussen bloedverwanten in de zijlinie en tweede graad of tussen echtgenoten" ingevoegd tussen "bloed- of aanverwant in de eerste graad zijn" en "en die niet beantwoorden";

2° in § 2 wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt :

"3° Indien de producent-overnemer bestaat uit een groepering van natuurlijke personen samengesteld uit twee echtgenoten zoals bepaald in artikel 1, 7°, d), wordt het plafond beperkt tot 520 000 liter.;"

3° § 3 wordt gewijzigd als volgt: "indien de producent-overlater en de producentovernemer bloed- of aanverwanten in de eerste graad, bloedverwanten in de zijlinie en tweede graad of echtgenoten zijn en voldoen".

Art. 8. In artikel 11, worden §§ 2 en 3 geschrapt.

Art. 9. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in § 1, punt 2°, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt: "Ongeacht de door het Bestuur beheerde steunregeling, in geval van niet-verschuldigde betaling, kunnen elk bij een producent terug te vorderen bedrag en de interesten daarvan afgetrokken worden van elke vergoeding die aan de producent bij wijze van vrijmaking verschuldigd is".

- in § 1, 4°, wordt de tweede zin vervangen door de volgende bepaling: "Alle melkproductie-eenheden van de producent-overlater moeten gelegen zijn in de zone. De referentiehoeveelheid wordt in deze zone vrijgemaakt.;"

- in § 1, 5°, wordt de tweede zin vervangen door de volgende bepaling: "Een producent komt slechts in aanmerking voor een herverdeling als al zijn productie-eenheden in de zone gelegen zijn.;"

- in § 1, 6°, worden de woorden "zone waaronder zijn referentiehoeveelheid valt" vervangen door "zone waarin al zijn melkproductie-eenheden gelegen zijn".

Art. 10. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"Elke referentiehoeveelheid toegekend aan een producent die tijdens de duur van een volledige periode geen melk of andere zuivelproducten in de handel heeft gebracht, wordt na afloop van de betrokken periode toegevoegd aan de nationale reserve.

De termijn waarbinnen de producent de melkproductie moet hervatten teneinde zijn referentiehoeveelheid opnieuw toegekend te krijgen wordt vastgelegd op 31 maart van de periode volgend op die waarin de producent geen melk of zuivelproducten in de handel heeft gebracht."

Art. 11. De artikelen 18 en 21 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 12. In artikel 20, § 4, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt: "In voorkomend geval, kan het Bestuur ter compensatie elke verschuldigde vergoeding uitbetalen aan de producent die het geheel of een gedeelte van zijn referentiehoeveelheid heeft vrijgemaakt overeenkomstig artikel 15, § 1." .

Art. 13. In artikel 25, aan het einde van het tweede lid, worden de volgende woorden ingevoegd: "onverminderd de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 1, punten 15° en 16°, en artikel 9, § 1."

Art. 14. Een artikel 27 wordt ingevoegd in hetzelfde besluit, luidend als volgt. "De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit".

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2003, met uitzondering van artikel 14 die uitwerking heeft met ingang van 1 april 2002.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 september 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART